

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 6

Artikel: Mouvements anticolonialistes des DOM/TOM français : le cas particulier de la Réunion
Autor: Chouet, Jean-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344607>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mouvements anticolonialistes des DOM/TOM français: le cas particulier de la Réunion

par le lieutenant-colonel EMG Jean-François Chouet

Depuis quelques mois, un feu timide couvait sous la cendre aux Antilles. Et, à la suite des élections de novembre dernier, un mouvement indépendantiste a fait les ravages que l'on sait dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Au vu de la publicité accordée au mouvement insurrectionnel qu'est le FLNKS et à ses actions, tous ceux qui, dans les départements et territoires français d'outre-mer, ont en tête une indépendance destinée d'abord à mettre en évidence leurs propres personnes ont repris du poil de la bête. C'est ainsi que fut mise sur pied la conférence du début avril rassemblant à la Guadeloupe les responsables des mouvements indépendantistes qui œuvrent dans les différents départements et territoires français d'outre-mer.

L'axe que suit leur action politique est nettement et officiellement «anti-colonialiste»; il s'agit donc, en d'autres termes, de lutter contre un Etat – et ses représentants – qui ont, en quelque sorte, usurpé les droits d'une population indigène. Ainsi, par exemple, les canaques de Nouvelle-Calédonie (qui ne sont pas tous indépendantistes, loin s'en faut) ont-ils été indûment privés de leur autonomie par les caldoches (parmi lesquels on trouve d'ailleurs aussi des indépendantistes). Telle est la théorie.

Dans ce contexte, il est pour le moins étonnant de trouver, parmi les participants à la conférence anticolonialiste, un représentant de l'île de la Réunion. Outre que, économiquement parlant, ce département français, au même titre que les Antilles ou la Nouvelle-Calédonie, est totalement incapable de survivre sans l'apport décisif de la métropole, il ne peut, historiquement, émettre aucune prétention à l'indépendance pour cause d'asservissement d'une population autochtone.

*
* *

Avant le XVI^e siècle, il semble acquis que les Arabes ont mouillé dans l'une ou l'autre des criques de la Réunion, une île que les Portugais mentionnèrent sur leurs cartes dans le courant du XVI^e siècle, sans pourtant s'y installer.

C'est en 1663 que les Français fondèrent à la Réunion leur première colonie: *l'île, alors, était déserte*. Ses premiers habitants furent donc des Français, et son premier rôle fut d'être une étape sur la route des Indes.

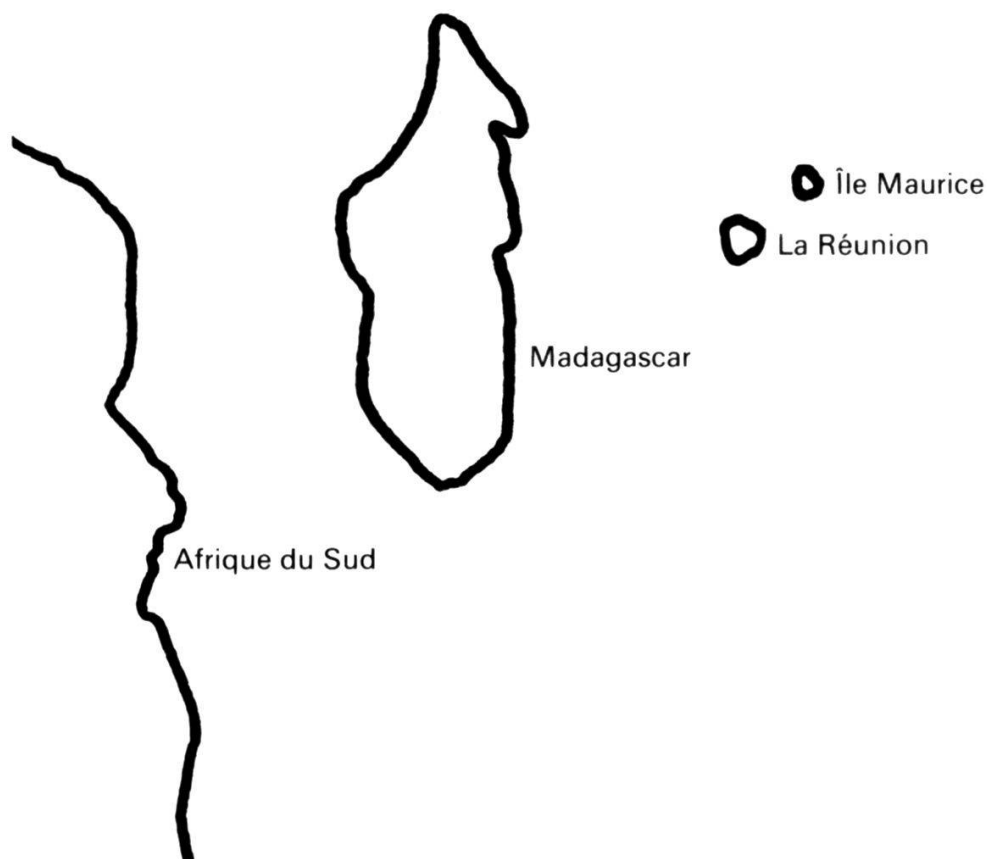
Par la suite, Malgaches, Indiens, Pakistanais, Arabes et Africains s'installèrent dans ce qu'il faut bien nommer un paradis terrestre, exempt

de toutes les maladies et de tous les dangers tropicaux.

Au XIX^e siècle, la Réunion est étroitement mêlée à la vie nationale française. On rappellera, à cet égard, un nom connu bien au-delà des frontières de l'Hexagone, celui de

voyage sur place me permet d'affirmer qu'elle s'en trouve bien.

Hormis les apports substantiels de la métropole, l'île vit essentiellement de son agriculture. L'industrie y est encore rare, et la topographie s'y prête d'ailleurs peu. Des efforts méritoires



Roland Garros, aviateur français natif de la Réunion et tombé au champ d'honneur quelques jours avant l'armistice du 11 novembre 1918.

En 1946, la Réunion perd son statut de colonie pour devenir, à la demande générale, un département français au même titre que l'Ille-et-Vilaine ou la Haute-Savoie. Un statut qui est le sien encore aujourd'hui, et un récent

sont consentis pour le développement du tourisme, mais les côtes volcaniques de l'île n'y sont pas très favorables.

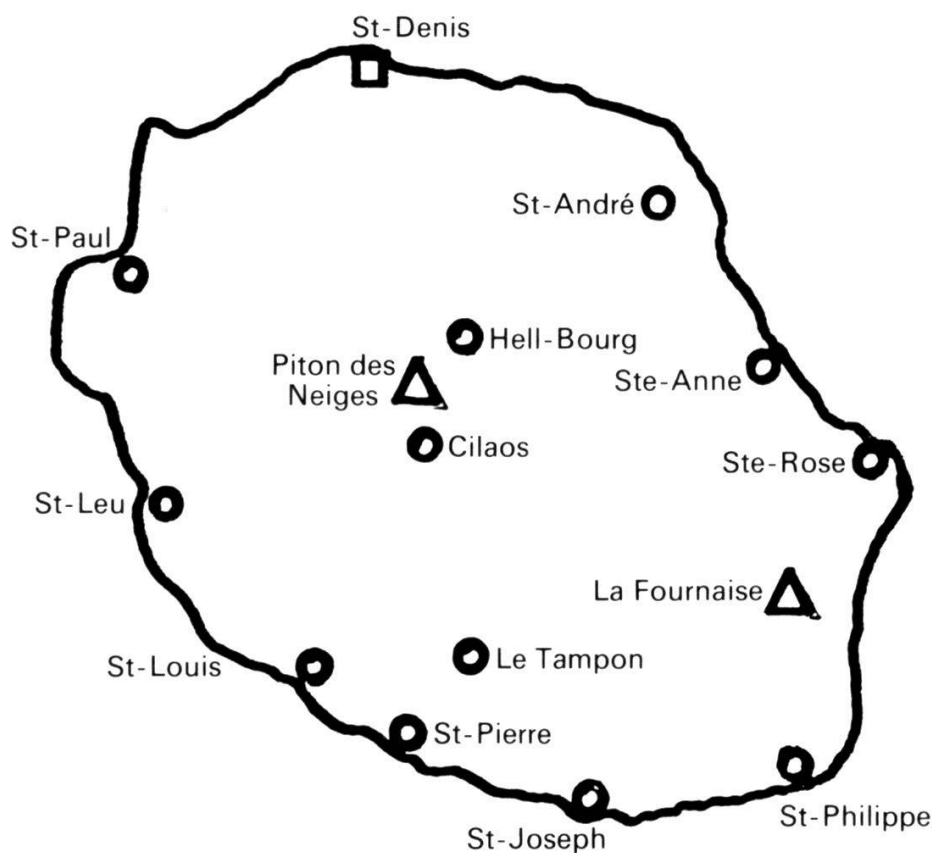
*
* *

Notre survol historico-économique est succinct. Il suffit cependant à

relativiser les exigences «anticolonialistes» qui se sont manifestées lors de la conférence de la Guadeloupe. En effet, si l'on peut admettre, en se plaçant dans le «vent de l'Histoire» actuel, qu'il est injuste et inhumain de

lant, dans lequel toutes les races humaines et toutes les religions se côtoient en bonne intelligence et dont la France assure bel et bien l'essentiel du soutien logistique.

Et si, tout comme la Nouvelle-Calé-



coloniser des populations, on ne saurait, en revanche, reprocher à quiconque d'avoir pris, au XVII^e siècle, un territoire *inhabité* et en friche pour en faire un département accueil-

donie, ce territoire joue un rôle stratégique indéniable, on voit bien, n'est-il pas vrai, à qui cela pourrait déplaire...

J.-F. C.